

La popularité du président à l'épreuve des « affaires » Frédéric Mitterrand et Jean Sarkozy

Les quinze derniers jours ont été marqués par un enchaînement de polémiques politico-médiatiques d'une rare intensité visant l'exécutif. Pour autant, dans la dernière vague de notre baromètre Ifop pour *Le Journal du Dimanche*, la popularité de Nicolas Sarkozy restait stable à 38 % (contre 39 % le mois précédent). Grâce aux particularités de cet outil, nous pouvons apporter certains éléments d'explications de cette résistance de la popularité présidentielle dans une période de fortes turbulences et quantifier l'impact des différents sujets de mécontentements. La première particularité de ce baromètre est en effet d'intégrer des questions ouvertes permettant de recueillir les verbatims des interviewés, amenés par nos enquêteurs à justifier leur satisfaction ou leur mécontentement vis-à-vis de Nicolas Sarkozy. La seconde spécificité du baromètre Ifop /JDD est d'avoir un terrain d'enquête qui s'étale sur deux semaines. 900 interviews environ furent ainsi réalisées du 8 au 9 octobre, soit au pic de « l'affaire Mitterrand », ce dernier s'exprimant aux 20 heures de TF1 le 8 au soir, alors que la polémique avait démarré le 5 dans la soirée. L'autre partie du terrain (900 interviews également) s'est déroulée les 15 et 16.

Lors de la première semaine, la popularité de Nicolas Sarkozy s'établissait à 39 % pour ensuite fléchir à 37 % la seconde (d'où un niveau moyen de 38 % sur l'ensemble de la période d'enquête). Le dépouillement exhaustif des questions ouvertes sur chacune des deux parties de l'enquête nous a fourni un matériau précieux pour comprendre les ressorts de l'impopularité présidentielle et mesurer l'impact réel des « affaires ».

Il est frappant de constater que sur la première semaine, les critiques adressées au président de la République sont assez classiques et diffèrent peu de ce que nos enquêteurs entendent depuis de nombreux mois. Avec 18 % de citations, la question du pouvoir d'achat, de la hausse du coût de la vie et des fins de mois difficiles constitue toujours le reproche le plus formulé à l'encontre de Nicolas Sarkozy. Sur un registre très proche (les deux sujets étant souvent liés pour nos interviewés), on évoque quasiment dans les mêmes proportions (16 % de citations), la hausse des impôts et des taxes avec une mention particulière aux impôts locaux, dont les avis arrivent en ce moment même dans les foyers. Ces deux griefs conjugués nourrissent le sentiment d'une trahison face à des promesses données durant la campagne sur la hausse du pouvoir d'achat et la diminution de la pression fiscale. Cette image plus générale d'un président multipliant les annonces sans lendemain et ne respectant pas ses engagements constitue le troisième foyer principal de critiques avec 14% de citations.

Mais à côté de ce reproche somme toute assez classique, on retrouve à un niveau d'occurrence identique (13 %) la taxe carbone. Alors que l'annonce de sa mise en place remonte à plusieurs semaines et qu'elle avait déjà fortement contribué au recul de la popularité de Nicolas Sarkozy le mois dernier (où il avait chuté de 6 points à 39 %), la taxe carbone continue, à elle seule, de structurer une part importante du mécontentement et à nourrir un discours plus global sur la hausse de la fiscalité. Perçue par ailleurs comme très inégalitaire et comme frappant d'abord les « basses classes » comme disent certains de nos interviewés, la taxe carbone contribue également à entretenir une critique de fond du sarkozysme, le décrivant comme une politique au service des catégories privilégiées et comme injuste socialement. On retrouve cette idée dans 11 % des citations recueillies.

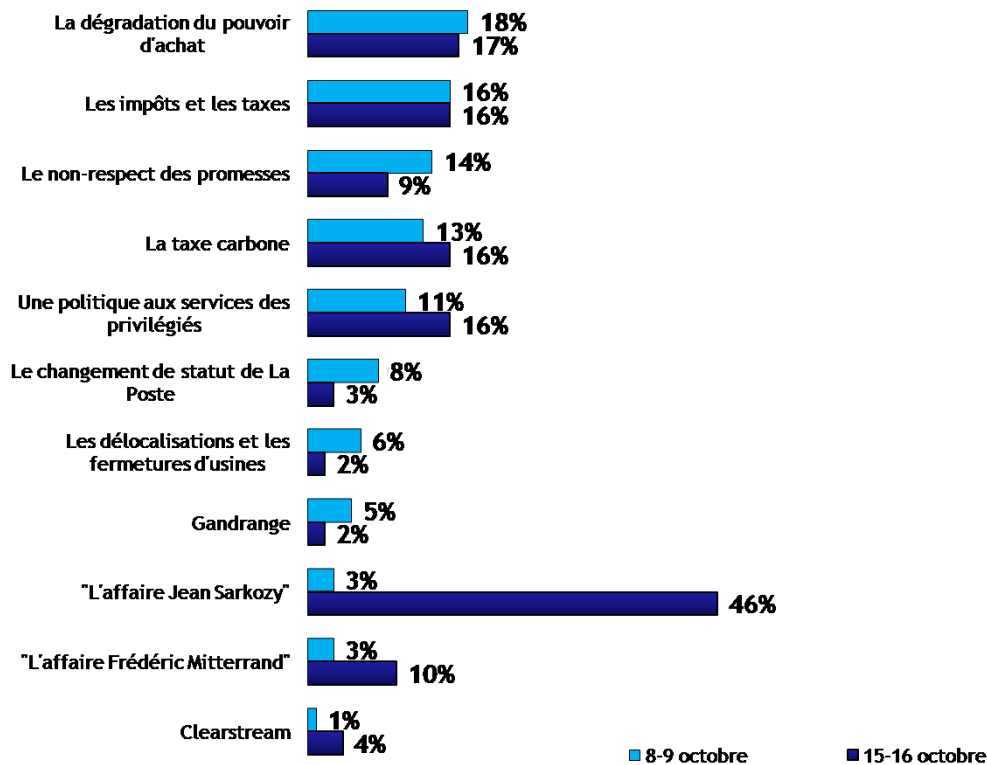
Une semaine après la votation citoyenne, 8 % des mécontents de Nicolas Sarkozy évoquent également le projet de changement de statut de la Poste, perçu par eux comme une étape

inéluable vers la privatisation de ce service public auquel ils sont très attachés. L'activité économique et sociale est aussi présente au travers des fermetures d'usines et des délocalisations (6 % de citations) avec une mention particulière pour Gandrange (5 % de citations). Le souvenir de ce dossier dans l'opinion a sans doute été réactivé par le déplacement de Nicolas Sarkozy en Lorraine le 8 octobre (soit précisément au moment de notre terrain d'enquête) et qu'il s'attire à cette occasion un certain nombre de critiques pour justement ne pas s'être rendu sur le site d'Arcelor, comme il s'y était engagé au début de son mandat. Bien que cet effet de calendrier ait sûrement eu une influence sur nos résultats, l'analyse des verbatims montre bien que ce dossier avait marqué en profondeur l'opinion publique pour qui il symbolise le non respect de la parole donnée (thématique, on l'a vu, assez récurrente dans les critiques formulées) et l'abandon par les pouvoirs publics de tout un pan de notre économie traditionnelle. Cette forte dimension symbolique et affective n'a, au final, pas échappé à Nicolas Sarkozy et explique sans doute sa volonté de se rendre une semaine après à Gandrange même pour tenter de réparer cette erreur.

Comme les mois précédents, les enjeux économiques, sociaux et fiscaux représentaient donc assez classiquement, au côté de la non-tenue des promesses de campagne, l'essentiel des critiques durant la première semaine de notre baromètre. Alors que « l'affaire Mitterrand » était pourtant à son comble, seuls 3 % des personnes mécontentes de Nicolas Sarkozy interrogées entre le 8 et le 9 octobre (Frédéric Mitterrand s'exprimant le 8 au soir sur TF1) évoquèrent cette affaire. La même proportion cita la candidature de Jean Sarkozy à la tête de l'EPAD et 1 % seulement le procès Clearstream. On mesure ici le décalage pouvant exister entre la couverture médiatique de certains sujets et le niveau d'intérêt de l'opinion. On s'aperçoit également que sur la première partie du terrain d'enquête, le jugement vis-à-vis de Nicolas Sarkozy est d'abord et avant tout structuré par la perception que les interviewés ont de sa politique économique et sociale et de sa capacité ou de sa volonté à tenir ses engagements de campagne. Durant cette semaine, les « affaires » pèsent donc très peu dans l'appréciation générale.

Le paysage change assez radicalement au cours de la seconde semaine d'enquête. Ayant été « sorti » par le Journal *Le Parisien* le 8 octobre, l'annonce de l'arrivée probable de Jean Sarkozy comme président de l'EPAD allait provoquer de très nombreuses réactions dans l'opinion publique. Alors qu'elle n'existait qu'à l'état résiduel la première semaine (1 % de citations), la critique, de ce que bon nombre d'interviewés ont perçu comme une nomination, est évoquée entre le 15 et le 16 octobre par pas moins de... 46 % des personnes se disant mécontentes. A la récurrence impressionnante des citations s'ajoute la virulence des propos. On parle de népotisme, du « *prince Jean* » et Nicolas Sarkozy est parfois comparé à Louis XIV... L'arrivée à un poste stratégique de ce jeune homme, sans réelle expérience professionnelle ni diplôme heurte et interroge sur le fond. Elle est également perçue comme remettant en cause des principes républicains, certains interviewés ayant d'ailleurs noté le décalage avec le discours prononcé au même moment par Nicolas Sarkozy sur le lycée, symbole de la méritocratie. Si cette affaire polarise de manière spectaculaire la moitié des critiques, les questions de la dégradation du pouvoir d'achat, de la hausse de la fiscalité mais aussi et toujours de la taxe carbone demeurent présentes au même niveau que la semaine précédente comme le montre le graphique suivant.

Le poids comparé des différents sujets de mécontentement entre les 8/9 octobre et les 15/16 octobre



Dans le sillage de la polémique autour de Jean Sarkozy, d'autres critiques se font également plus présentes en seconde semaine. C'est le cas tout d'abord de l'aspect inégalitaire de la politique menée, qui passe de 11 % à 16 % de citations comme si « l'affaire Jean Sarkozy » était venue, selon ses détracteurs, illustrer de manière caricaturale cette attention d'abord portée par son père aux privilégiés, à son clan et maintenant à sa famille. C'est le cas également des citations autour de Frédéric Mitterrand (passant de 3 % à 10 % alors que le pic de la polémique avait pourtant eu lieu la semaine précédente) et dans une moindre mesure de Clearstream. Touchant déjà en soi à des enjeux symboliques extrêmement forts, « l'affaire Jean Sarkozy » a semble-t-il produit un effet cumulatif qui a eu pour conséquence de ré-alimenter d'autres foyers de critiques, et ce pas uniquement dans les rangs des électeurs de gauche.

En effet, cette annonce est également la critique la plus fréquemment faite à Nicolas Sarkozy parmi la fraction des sympathisants UMP aujourd'hui mécontents. Comme le montre le tableau suivant, elle est néanmoins un peu moins polarisante que pour l'ensemble des mécontents toutes sensibilités politiques confondues.

La récurrence de certaines critiques parmi les propos des mécontents- 15/16 octobre

	Sympathisants UMP mécontents	Ensemble des mécontents
« L'affaire Jean Sarkozy »	30 %	46 %
Le pouvoir d'achat	20 %	17 %
La taxe carbone	16 %	16 %
« L'affaire Frédéric Mitterrand »	16 %	10 %

Si « l'affaire Mitterrand », dont certains élus de la majorité ont affirmé qu'elle avait profondément troublé leur base, est de fait plus citée parmi les insatisfaits UMP qu'ailleurs, elle suscite autant de critiques que la taxe carbone parmi ces mécontents de droite. Et elle y est un peu moins citée que la dégradation du pouvoir d'achat et du niveau de vie (notamment parmi les retraités) et deux fois moins évoquée que « l'affaire Jean Sarkozy ». En termes d'impact sur l'opinion, les deux « affaires » ne peuvent donc pas être mises sur le même plan. La dernière en date recèle une charge symbolique beaucoup plus puissante en ce que elle est d'abord directement reliée à Nicolas Sarkozy. Ensuite elle est perçue par certains comme portant atteinte au modèle républicain et pour d'autres comme une métaphore extrême d'une politique clientélaire.

Si la trajectoire présidentielle sur le dossier de Gandrange a été (partiellement) corrigée comme on l'a vu, il semblerait que, sur « l'affaire de l'EPAD », les positions n'aient pas vocation à bouger dans les prochaines semaines. La popularité de Nicolas Sarkozy en sera-t-elle affectée à termes ? Force est de constater qu'en dépit d'une intense cristallisation des mécontents autour de ce sujet cette semaine, la cote du président n'a guère fléchi. D'une part, il peut en effet encore compter sur le soutien de son électorat. 85 % des sympathisants UMP interrogés ces deux dernières semaines se disaient satisfaits de son action contre 84 % le mois dernier. D'autre part, le jugement des Français à son égard demeure très structuré par les enjeux économiques et sociaux. C'est avant tout de la dégradation réelle ou ressentie de la situation personnelle de nos concitoyens en termes de coût de la vie et de fiscalité, que pourrait provenir une hausse du mécontentement, même si « l'affaire Jean Sarkozy » laissera indéniablement des traces dans l'opinion.

Jérôme Fourquet
Directeur Adjoint
Département Opinion et Stratégies d'entreprise
Ifop